

**EXERCICE CLOS LE 30 JUIN**

**2024**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

**MAISON FAMILIALE RURALE DE CHANTONNAY**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

25, rue Georges Clémenceau  
**CHANTONNAY (Vendée)**

**MAISON FAMILIALE RURALE  
DE CHANTONNAY**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
25, avenue Georges-Clémenceau  
CHANTONNAY (Vendée)

**Exercice clos le 30 juin 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

## A l'assemblée générale de l'Association Maison Familiale Rurale de Chantonnay,

### I. OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association la **MAISON FAMILIALE RURALE DE CHANTONNAY** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II. FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et au traitement comptable des subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

#### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

#### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



## VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

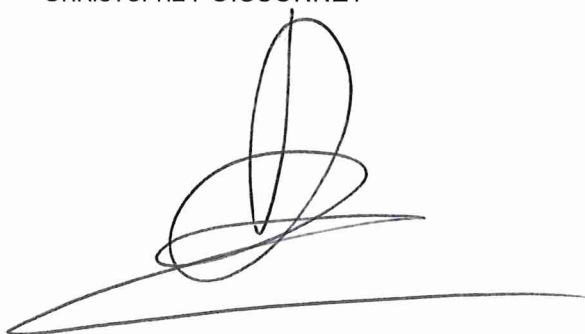
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 6 décembre 2024  
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU  
CHRISTOPHE POISSONNET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'Y' shape with a horizontal line extending to the right, and a long, sweeping horizontal line underneath.

MAISON FAMILIALE RURALE  
DE CHANTONNAY

Exercice clos le 30 juin 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

## COMPTES ANNUELS

---



## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	1 217	1 269
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	607 647	512 113
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	511 250	505 803
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	26 648	36 250
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	967	355
<b>Total (I)</b>	<b>1 147 728</b>	<b>1 055 791</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	6	3
Autres intérêts et produits assimilés	9 179	853
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>9 184</b>	<b>856</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 929	22 387
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 038	15 683
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Total (III)</b>	<b>18 966</b>	<b>38 070</b>
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>1 175 879</b>	<b>1 094 717</b>
<b>Solde débiteur = Déficit</b>		
<b>Total général</b>	<b>1 175 879</b>	<b>1 094 717</b>



Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	48 652	57 523
Variation de stocks	(898)	1 204
Autres achats et charges externes	291 891	248 873
Aides financières	4 500	
Impôts, taxes et versements assimilés	11 469	10 898
Salaires et traitements	501 963	447 479
Charges sociales	155 406	129 534
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	42 831	41 668
Dotations aux provisions	5 570	21 065
Report en fonds dédiés		
Autres charges	10 165	352
<b>Total (I)</b>	<b>1 071 550</b>	<b>958 596</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	167	224
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>167</b>	<b>224</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	190	1 155
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 694	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total (III)</b>	<b>1 885</b>	<b>1 155</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	1 378	55
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>1 074 979</b>	<b>960 030</b>
<b>Solde créditeur = Excédent</b>	<b>100 900</b>	<b>134 687</b>
<b>Total général</b>	<b>1 175 879</b>	<b>1 094 717</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	12 577	11 697	880	3 215
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	94 092	42 171	51 921	52 345
Constructions	1 228 768	1 110 013	118 755	119 461
Installations techniques, mat. et outillage indus.	50 381	38 472	11 909	16 750
Autres immobilisations corporelles	223 352	163 804	59 548	55 219
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	755		755	750
Prêts				
Autres immobilisations financières	300		300	300
<b>Total I</b>	<b>1 610 225</b>	<b>1 366 157</b>	<b>244 067</b>	<b>248 041</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours	1 299		1 299	401
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	200 485	20 035	180 450	120 259
Autres créances	19 057		19 057	14 417
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	434 608		434 608	436 811
Charges constatées d'avance	6 885		6 885	6 158
<b>Total II</b>	<b>662 334</b>	<b>20 035</b>	<b>642 299</b>	<b>578 047</b>
<b>Frais d'émission des emprunts III</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations IV</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) V</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 272 559</b>	<b>1 386 192</b>	<b>886 367</b>	<b>826 088</b>
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

## BILAN PASSIF

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autres réserves</b>		
Report à nouveau	430 973	296 286
Excédent ou déficit de l'exercice	100 900	134 687
Situation nette (sous total)	531 873	430 973
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	71 112	86 145
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>602 984</b>	<b>517 118</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	20 254	15 172
<b>Total III</b>	<b>20 254</b>	<b>15 172</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 179	30 160
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 688	31 411
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	178 330	157 528
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 540	33 090
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	22 391	41 608
<b>Total IV</b>	<b>263 129</b>	<b>293 797</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>886 367</b>	<b>826 088</b>

## ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

## ANNEXE

**Total du bilan avant répartition :** 886 367 € 100 900 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

### 1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR CHANTONNAY

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

25 avenue Georges Clémenceau 85110 CHANTONNAY

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.



## 2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2023	Apprentissage au 01/01/2024	Formation Professionnelle
• 4ème d'orientation	10		
• 3ème d'orientation	46		
• BAC PRO Services aux personnes et aux territoires	40	5	
• CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance		47	15
<b>TOTAL</b>	<b>96</b>	<b>52</b>	<b>15</b>
<i>TOTAL N-1</i>	<i>102</i>	<i>42</i>	<i>14</i>

L'association propose ses bâtiments à la location le week-end et pendant les vacances scolaires.

## 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux d'une superficie de 5 848 m<sup>2</sup>, comprenant 5 salles de cours pour 246 m<sup>2</sup>. L'association possède 2 classes mobiles informatique.

L'association a employé 26 salariés soit en moyenne 13,92 ETP dont 8,78 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

### Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (41 %)  
 OPCO et CNFPT apprentissage (30 %)  
 Employeur public apprentissage (1 %)  
 Hébergement restauration voyages actions familles (19 %)  
 Locations, repas extérieurs (1 %)  
 Transition pro formation professionnelle continue (2 %)  
 Europe (3 %)  
 OPCO formation continue et fonds privés (1 %)  
 Taxe d'apprentissage (1 %)  
 Conseil Régional (1 %)

## 4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par le règlement ANC n° 2014-03 et n° 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3,61 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 32,28 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
  - Inférieur à 10 ans : 0 mois
  - 10 à 15 ans : 0.5 mois
  - 15 à 20 ans : 1 mois
  - 20 à 30 ans : 1.5 mois
  - + 30 ans : 2 mois

## 5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

**Engagements donnés : Néant**

**Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant**

**Faits significatifs : Néant**

**Autres informations significatives : Néant**

**Honoraires commissaires aux comptes : 4 869 €**

## ANNEXE

### 6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 1 299 €

Etat des provisions clients : cf tableau joint

<b>Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :</b>	<b>54 264,49</b>	
- Soltéa solde taxe d'apprentissage		10 455,99
- Factures à établir		43 808,50
<b>Charges constatées d'avance :</b>	<b>6 885,06</b>	
- Charges d'exploitation :		6 885,06

### 7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents.

Etat des dettes : cf tableau joint

<b>Charges à payer incluses dans les postes du bilan :</b>	<b>75 200,53</b>	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		-
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		17 253,51
- Dettes sociales		55 049,29
- Dettes fiscales		2 897,73
<b>Produits constatés d'avance :</b>	<b>22 391,38</b>	
- Conseil Régional subventions fonctionnement		6 414,00
- OPCO participation apprentissage		12 957,38
- Familles participation voyages d'études		2 520,00
- Acompte location bâtiments		500,00

## ANNEXE

### 8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	455 665,00
- Conseil Régional/communes	6 241,18
- Europe	28 389,00

#### Contributions financières :

Néant

#### Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

## Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	12 577			12 577
Terrains	94 092			94 092
Constructions sur sol propre	596 019		15 975	580 044
Constructions sur sol d'autrui	663 545	24 227	39 048	648 724
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	51 263		882	50 381
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	22 628			22 628
Matériel de bureau, informatique et mobilier	156 424	4 171	4 772	155 823
Matériel et outillage d'internat	36 772	12 150	4 022	44 901
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 620 744	40 548	64 698	1 596 593
Participations				
Autres titres immobilisés	750	5		755
Prêts et autres immobilisations financières	300			300
Total des immobilisations financières	1 050	5		1 055
<b>TOTAL</b>	<b>1 634 371</b>	<b>40 552</b>	<b>64 698</b>	<b>1 610 225</b>

## Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	9 362	2 335		11 697
Terrains	41 747	424		42 171
Constructions sur sol propre	569 273	13 957	15 794	567 436
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	570 830	9 424	37 677	542 577
Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 512	4 841	882	38 472
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	22 628			22 628
Mat de bureau et informatique, mobilier	115 313	9 404	4 630	120 087
Mat et outillage d'internat	22 665	2 445	4 022	21 089
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	1 376 968	40 496	63 004	1 354 460
<b>TOTAL</b>	<b>1 386 330</b>	<b>42 831</b>	<b>63 004</b>	<b>1 366 157</b>



## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	6 172	3 581		9 753
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	9 000	1 500		10 500
<b>TOTAL</b>	<b>15 172</b>	<b>5 081</b>		<b>20 253</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	32 525	489	12 978	20 035
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>32 525</b>	<b>489</b>	<b>12 978</b>	<b>20 035</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>47 697</b>	<b>5 569</b>	<b>12 978</b>	<b>40 288</b>

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				Etat des dettes			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires convertibles			
Prêts				Autres emprunts obligataires			
Autres immobilisations financières	300		300	Auprès des organismes de crédit :			
				- à 1 an maximum à l'origine			
Total de l'actif immobilisé	300		300	- à plus de 1 an à l'origine	21 179	9 038	12 141
Clients douteux ou litigieux	20 035	20 035		Emprunts et dettes financières divers			
Autres créances clients	180 450	180 450		Fournisseurs et comptes rattachés	27 688	27 688	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				Personnel et comptes rattachés	43 007	43 007	
Personnel et comptes rattachés				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	42 868	42 868	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				Impôts sur les bénéfices			
Etat – Impôts sur les bénéfices				Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				Obligations cautionnées			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	10 456	10 456		Autres impôts, taxes et assimilés	92 456	92 456	
Etat – Divers	3 747	3 747		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupes et associés				Groupe et associés	5 706	5 706	
Débiteurs divers	4 854	4 854		Autres dettes	7 834	7 834	
				Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie			
Total de l'actif circulant	219 542	219 542		Produits constatés d'avance	22 391	22 391	
Charges constatées d'avance	6 885	6 885		TOTAL	263 129	250 988	12 141
TOTAL	226 727	226 427	300				

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSUMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						
Report à nouveau	296 286	134 687				430 973
Excédent ou déficit de l'exercice	134 687	-134 687			100 900	100 900
Situation nette	430 973	-	-	-	100 900	531 873
Fonds propres consommables						
Subventions investissement	86 145			15 034		71 111
Provisions réglementées						-
TOTAL	517 118	-	-	15 034	100 900	602 984



**GROUPE Y - BOISSEAU**

52 rue Jacques-Yves-Cousteau  
BP 409  
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01